



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## TUNISIE ET LIBYE : L'APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE

**Luis Martinez**

(Directeur de recherche au CERI-Sciences Po)

Que de progrès entre l'attaque de panique provoquée, il y a vingt ans, par la victoire surprise du FIS aux élections municipales puis législatives algériennes et le succès électoral d'Ennahda cette année en Tunisie ! La victoire d'Ennahda ne fait pas peur, elle déçoit. En particulier, tous ceux qui espéraient le succès politique des cyberdissidents, blogueurs et opposants politiques non islamistes. Or le passage de la contestation à la conquête du pouvoir politique nécessite une organisation, seule à même de capitaliser et d'exploiter, dans un jeu politique ouvert et compétitif, les opinions et le sentiment diffus d'insécurité, né de l'inquiétude post-révolutionnaire. A ce jeu, Ennahda a gagné. Il reste aux partis politiques non islamistes à faire l'apprentissage de la conquête pacifique du pouvoir. A eux de transformer la force et le courage qui les ont amenés à renverser Ben Ali en intelligence politique au service de formations capables de rivaliser avec le parti islamiste Ennahda. En Tunisie comme en Libye, les islamistes ont été pourchassés, arrêtés et torturés dans l'indifférence généralisée. Leurs partis bénéficient aujourd'hui d'un statut de « victimes » qui

représente un capital électoral, exploitable et rentable à court terme. A long terme cependant, ils devront démontrer leurs qualités et dépasser leur image de formations politiques maltraitées par l'ancien régime pour rester crédibles auprès de l'opinion.

L'inquiétude actuelle que suscite la victoire d'Ennahda illustre notre hypocrisie : préférerions-nous des élections « gagnées d'avance » à un véritable scrutin dont le résultat est forcément incertain ? Pouvons-nous vraiment envisager d'annuler le processus électoral si le résultat n'est pas conforme à nos attentes ? Est-ce là notre conception de la démocratie ? Notre approche paternaliste, mercantile et apeurée de la région nous a mis à dos des populations qui ne comprennent pas notre double discours : liberté et démocratie pour les pays de l'ex-Europe de l'Est ; inquiétude et déception en ce qui concerne le monde arabe. La Tunisie aujourd'hui, comme la Libye demain, ne cessent de nous donner des leçons tant nous avons perdu le sens des réalités avec cette région, pourtant si proche. Combien d'articles et de livres devront-ils être écrits sur l'islamisme pour comprendre que cette idéologie est multiple et qu'elle prend des formes différentes selon les pays et les hommes qui s'en réclament. Nous devrions nous au contraire nous réjouir que des islamistes acceptent de prendre le risque de se frotter à la vie politique, s'exposant au principe de réalité et donc acceptant pour gouverner l'alliance avec d'autres partis éloignés de leur idéologie. Comme l'avait souligné Rémy Leveau, les formations islamistes remplissent une « fonction tribunicienne », qui canalise et intègre leurs revendications dans le champ politique.

Les partenaires des pays en transition ne doivent pas jeter l'anathème sur ces partis islamistes mais soutenir l'instauration d'un Etat de droit, seul à même de garantir dans ce champ politique revitalisé, les droits et le respect de tous. Certes, depuis le 11 septembre 2001, des pseudo-experts se sont évertués à entretenir la confusion entre islam, islamisme et terrorisme, laissant entendre que tout parti politique dont les valeurs prendraient leur source dans l'islam serait potentiellement dangereux. Il faut être très effrayé et/ou très cynique pour préférer le système Ben Ali au régime qui résultera d'élections libres.

Après avoir fait chuter Ben Ali, les Tunisiennes et les Tunisiens n'accepteront pas de devenir un « petit Iran ». Beaucoup d'Occidentaux se demandent déjà s'il ne serait pas préférable de ne pas organiser d'élections en Libye ! Deux événements publics sont venus ternir l'image des « combattants de la liberté » libyens : l'insoutenable lynchage de *Mouammar Kadhafi* et le souhait du Conseil national de transition *libyen (CNT)* de réintroduire la *charia* dans le pays. Ces deux événements ont ravivé clichés et préjugés sur la Libye. Si l'exécution de *Mouammar Kadhafi* nous interpelle sur la capacité du CNT à contrôler tous ceux qui ont pris les armes contre l'ancien régime, les propos de Moustapha Abdeljalil, président du CNT, sur

la *charia* raniment le sentiment d'inquiétude. La Libye deviendra-t-elle un Etat islamique ? Va-t-elle sombrer dans le chaos ? Avons-nous créé une Somalie en Méditerranée ? A peine l'ancien régime est-il tombé que la Libye nouvelle effraie. Alors que nous étions prêts, en toute quiétude, à vendre des Rafales et des centrales nucléaires à *Mouammar Kadhafi*, un vent de panique se lève en raison de la probable victoire des islamistes aux prochaines élections. Cette réaction est-elle rationnelle ? La peur se nourrit du sentiment que Tripoli n'est pas Tunis : en Libye, il n'y aurait point de société civile mais seulement des tribus, composées de farouches et fanatiques combattants... Ignares, bédouins illuminés, les islamistes libyens seraient plus dangereux que leurs homologues tunisiens ! La société libyenne est profondément conservatrice et attachée à sa religion ; les partis politiques nationaux devront en tenir compte pour remporter les élections. Mais plus de la moitié de la population libyenne à moins de trente ans, le défi est donc, comme en Tunisie, d'intégrer et de canaliser au sein d'un espace politique naissant, aspirations et projets contradictoires.

Les inquiétudes que suscite l'apprentissage du fonctionnement de la démocratie par ces sociétés en disent long sur notre désenchantement. Nous avons, hier, été surpris par les révolutions arabes, regardons avec un peu de bienveillance les démocraties qu'elles font éclore aujourd'hui.